

# Promouvoir la compétitivité des PME en Afrique francophone

Favoriser l'accès au financement pour  
une croissance inclusive



En collaboration avec:

# Les PME sont la clé d'une croissance inclusive

## Les PME sont au cœur de l'économie africaine

Les petites et moyennes entreprises (PME) sont l'épine dorsale et le moteur de l'économie africaine. Elles représentent à elles seules plus de 90 % des entreprises et emploient environ 60 % des travailleurs, dont une majorité de femmes et de jeunes<sup>1</sup>. Mieux, les PME contribuent à la réalisation de plus de 60 % des 169 cibles des Objectifs de développement durable (ODD), particulièrement les ODD 8 et 9<sup>2</sup>. En raison de leurs capacités à créer de nouveaux emplois dans la plupart des économies, les PME joueront ainsi un rôle essentiel dans l'absorption des 900 millions d'Africains qui devraient rejoindre la population active d'ici 2050<sup>3</sup>. Aider davantage les PME à se connecter aux marchés internationaux permettrait par ailleurs une répartition plus équitable des bénéfices du commerce entre les salariés.

Les PME africaines, comme leurs homologues d'autres pays, sont généralement moins productives que les grandes entreprises et ont souvent du mal à survivre et à se développer. Or, la croissance économique future dépend d'une plus grande productivité des PME, en Afrique comme ailleurs.

## Financer les PME, c'est soutenir le développement

Les PME citent systématiquement l'accès limité au financement comme étant l'un des plus grands obstacles à leur croissance. Mieux, dans les pays en développement, il est le plus souvent considéré comme le principal obstacle à la croissance des PME<sup>4</sup>.

Un meilleur accès au financement peut permettre aux PME de mieux pénétrer les marchés d'exportation et se développer à l'international<sup>5</sup>. Des études empiriques ont montré que les entreprises les moins contraintes financièrement sont aussi les plus susceptibles d'exporter<sup>6</sup>. En effet, l'accès au financement peut aider à couvrir les coûts initiaux d'exportation, tels que la création des réseaux de distributeurs, ainsi que ceux liés aux expéditions, à la logistique et à la conformité aux règles du commerce international.

De plus, étant donné que les PME sont plus susceptibles d'employer des groupes sociaux défavorisés que les grandes entreprises, un meilleur accès au financement et une compétitivité accrue des PME peut augmenter les opportunités et revenus de ces groupes, réduisant ainsi les inégalités dans les pays.

## Comment l'investissement dans les PME peut aider à réaliser les ODD



Source : ITC (2019). Perspective de la compétitivité des PME 2019 - Financements solides pour petites entreprises: Financer les Objectifs de développement durable.

1. Veinung Fjose, Leo A. Grunfeld, et Chris Green (2010). SMEs and Growth in Sub-Saharan Africa: Identifying SME Roles and Obstacles to SME Growth.  
 2. Centre du commerce international (ITC) (2019). Perspective de la compétitivité des PME 2019 - Financements solides pour petites entreprises: Financer les Objectifs de développement durable.  
 3. Forum économique mondial, Banque mondiale, Banque africaine de développement, et OCDE (2015).

4. B20 Turkey (2015). B20 Financing Growth Taskforce Policy Paper.  
 5. Flora Bellone et al. (2008). Financial Constraints and Firm Export Behavior. Nicolas Berman et Jérôme Héricourt (2008). Financial Factors and the Margins of Trade: Evidence from Cross-Country Firm-Level Data.  
 6. Vlad Manole et Mariana Spatareanu (2010). Exporting, Capital Investment and Financial Constraints. Zhiyuan Li et Miaojie Yu (2009). Exports, Productivity, and Credit Constraints: A Firm-Level Empirical Investigation of China.

# Une collaboration pour la collecte des données en Afrique francophone

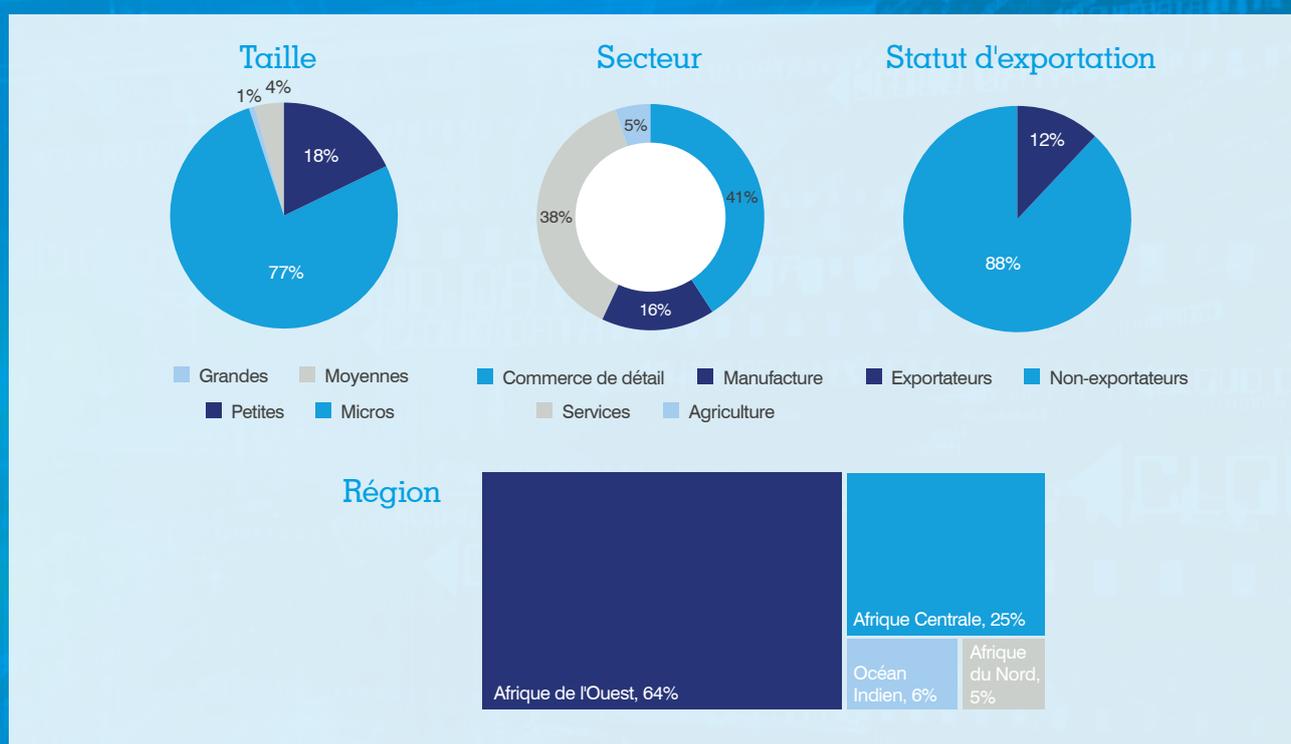
En 2019, le Centre du commerce international (ITC) et la Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF) ont renouvelé leur collaboration visant à la promotion de la compétitivité des PME en Afrique francophone. Ce nouveau partenariat a mené à la collecte par la CPCCAF de données sur le financement des entreprises dans 17 pays d'Afrique francophone. Celle-ci était fondée sur une sélection de questions de l'Enquête sur la compétitivité des PME de l'ITC, qui ont été ajoutées au sondage annuel du Baromètre d'opinion CPCCAF portant sur les PME africaines. L'enquête était plutôt focalisée sur les opinions des micros, petites et moyennes entreprises (MPME), bien que certaines grandes entreprises aient également été interrogées.

## Plus de 9 000 enquêtes approfondies

Un total de 9 511 entreprises a répondu à l'enquête CPCCAF dans les pays suivants : Burkina Faso, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, République du Congo, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, Togo et Tunisie. Chacun de ces pays fait partie de l'une des quatre zones principales de l'Afrique francophone : Afrique du Nord, Afrique centrale, Afrique de l'Est et Océan Indien et Afrique de l'Ouest.

L'enquête a recueilli des informations sur un large panel d'entreprises. Parmi elles, 77 % sont des micro-entreprises, définies ici comme ayant entre 0 et 9 employés, 18 % sont des petites entreprises (entre 10 et 49 employés), 4 % sont des entreprises de taille moyenne (entre 50 et 250 employés) et 1 % sont des grandes entreprises (plus de 250 employés). Environ 41 % des entreprises considérées sont actives dans le secteur du commerce de détail, 38 % dans les services, 16 % dans le secteur manufacturier et 5 % dans le secteur agricole.

Plus l'entreprise est grande, moins elle est en fait active dans les secteurs du commerce de détail et de l'agriculture. Les micro-entreprises sont majoritairement actives dans le secteur du commerce de détail (43 %) contre 33 %, 29 % et 23 % respectivement pour les petites, moyennes et grandes entreprises. Les petites, moyennes et grandes entreprises, quant à elles, sont majoritairement actives dans les services (respectivement 37 %, 35 % et 41 %). Cependant, plus l'entreprise est grande, plus son niveau d'industrialisation est élevé. Seules 13 % des micro-entreprises sont actives dans le secteur manufacturier, contre 25 %, 33 % et 36 % respectivement pour les petites, moyennes et grandes entreprises.





# La croissance économique et la situation financière des entreprises sont liées

Lors des six derniers mois précédant l'enquête, un tiers des entreprises enquêtées a enregistré une baisse de son chiffre d'affaires. En parallèle, seules 16 % avaient affirmé que leur chiffre d'affaires avait augmenté.

## Les PME sont plus susceptibles d'enregistrer une baisse de chiffre d'affaires

La probabilité d'une croissance du chiffre d'affaires des entreprises augmente avec leur taille. De même, plus la taille des entreprises augmente, moins la baisse de leur chiffre d'affaires est probable. L'enquête montre que les grandes entreprises décroissantes (15 %) représentent proportionnellement moins de la moitié des micros-entreprises décroissantes (34 %).

Quelle que soit sa taille ou son secteur d'activité, l'analyse d'une entreprise passe par l'analyse de sa santé financière, sachant que le chiffre d'affaires ne saurait résumer seul la situation d'une entreprise.

## Une entreprise interrogée sur trois fait face à une mauvaise situation financière

En Afrique francophone, plus d'une entreprise interrogée sur trois affirme se trouver dans une mauvaise situation financière. De plus, la proportion des entreprises interrogées déclarant une situation financière délicate dépasse de près de 20 points celle des entreprises ayant une bonne situation financière.

La situation financière des PME dépend de leur capacité à gérer et accéder aux ressources, via les institutions financières. L'engagement d'une institution financière repose sur des perspectives de croissance, appuyées sur une activité productive continue de biens ou de services<sup>7</sup>.

A défaut de pouvoir compter sur des institutions financières, les PME ont alors recours à des sources de financement alternatives, à court terme, tandis que les grandes entreprises peuvent privilégier les sources de financement bancaire, à long terme<sup>8</sup>.

## La performance économique et la situation financière des entreprises vont de pair

L'enquête fait ressortir une nette corrélation entre la performance économique et la situation financière des entreprises. La grande majorité (66 %) des entreprises dans une mauvaise situation financière sont des entreprises à chiffre d'affaires décroissant. Parallèlement, près de la moitié des entreprises dans une bonne situation financière ont enregistré un chiffre d'affaires en hausse et les deux tiers des entreprises dans une situation financière normale sont des entreprises ayant enregistré un chiffre d'affaires stable.

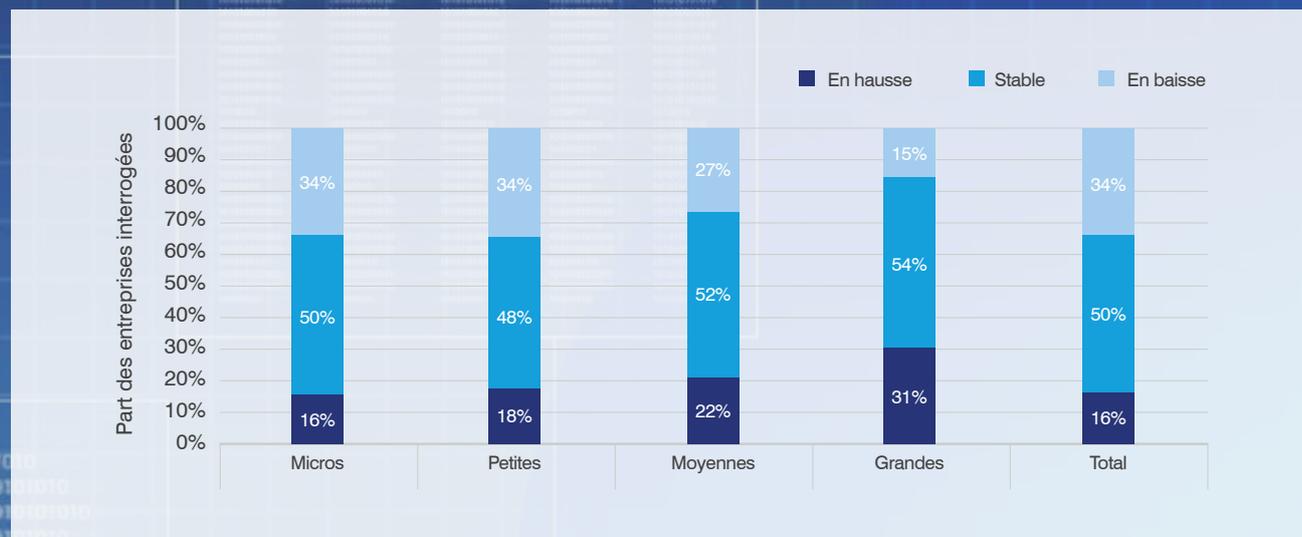
Si la compétitivité financière et économique des PME sont liées, elles s'articulent toutes deux autour de plusieurs points, dont l'accès limité au financement et le coût élevé du crédit, entraînant un surendettement à court terme<sup>9</sup>.

7. Robert Beaudoin, Josée St-Pierre et Jacques Bourgeois (2018). La croissance soutenable du chiffre d'affaires des entreprises : stratégies financières et effet de taille.

8. Mahmoudou Bocar Sall (2013). Déterminants de la compétitivité financière des P. M. E. Sénégalaises.

9. Ibid.

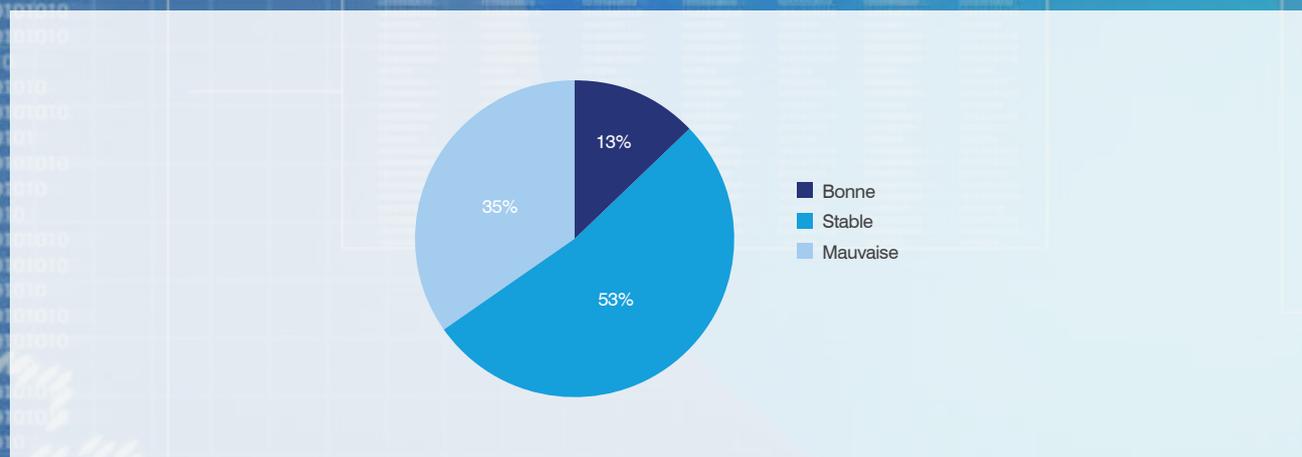
## Les PME sont plus susceptibles d'enregistrer une baisse de chiffre d'affaires



**Note :** La figure décrit les réponses des entreprises à la question suivante : « Sur les six derniers mois, votre chiffre d'affaires est-il en hausse, stable, ou en baisse ? ».

**Source :** Analyse de l'ITC basée sur les données de l'enquête CPCCAF 2019.

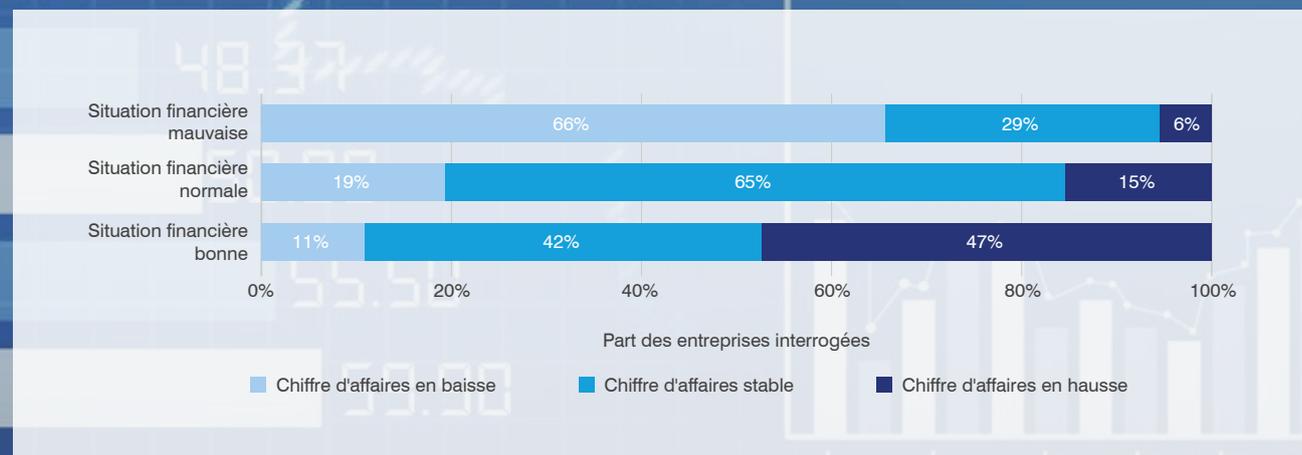
## Une entreprise interrogée sur trois fait face à une mauvaise situation financière



**Note :** La figure décrit les réponses des entreprises à la question suivante : « Actuellement, estimez-vous que la situation financière de votre entreprise est bonne, normale, ou mauvaise ? ».

**Source :** Analyse de l'ITC basée sur les données de l'enquête CPCCAF 2019.

## La situation financière et la performance économique des entreprises sont interdépendantes



**Source :** Analyse de l'ITC basée sur les données de l'enquête CPCCAF 2019.



# Accès des entreprises d'Afrique francophone au financement

## L'accès au financement impacte la croissance

L'amélioration de l'accès au financement des PME est essentielle pour le développement et la croissance. Les entreprises les moins touchées par le rationnement du crédit sont les plus croissantes. Les entreprises à chiffre d'affaires croissant sont proportionnellement plus nombreuses parmi celles dont les demandes de financement ont été acceptées (55 %) et moins nombreuses parmi celles dont les demandes de financement ont été rejetées (19 %).

Les difficultés d'accès au financement nuisent ainsi à la croissance des PME africaines<sup>10</sup>. Elles les contraignent à se tourner vers l'autofinancement et les associations d'épargne et de crédit rotatif, plus connues sous le nom de tontines, qui sont des mécanismes informels, peu fiables, imprévisibles et souvent risqués<sup>11</sup>. Ces modes de financement à court terme les rendent aussi plus sensibles aux variations des conditions de crédit et rendent leur stratégie instable<sup>12</sup>.

## Insuffisance de garantie et risque de défaut élevé : principales causes du rejet des banques

Près d'un quart des demandes de financement des entreprises interrogées a été rejeté, principalement pour cause d'insuffisance de garantie (32 %) et de risque de défaut élevé (26 %).

Le risque de défaut élevé des PME provient de leur forte vulnérabilité aux risques et leur faible résistance aux chocs économiques, comparativement aux grandes entreprises. Par ailleurs, les états financiers des PME sont, pour la plupart du temps, peu fiables, rendant alors difficile l'évaluation de leur solidité financière et leur capacité de remboursement par les banques<sup>13</sup>.

## Les demandes de financement des entreprises des services sont les plus rejetées

Les demandes de financement des entreprises du secteur des services sont les plus rejetées (34 %), contre seulement 19 % de rejet dans le secteur de la manufacture, 18 % dans celui de l'agriculture et 16 % dans celui du commerce de détail. Les causes divergent selon les secteurs. Elles sont majoritairement liées au risque de défaut dans les secteurs des services (42 %) et de l'agriculture (33 %), tandis qu'une majorité des demandes de financement des entreprises des secteurs de la manufacture et du commerce de détail ont été rejetées pour insuffisance de garantie.

Les secteurs africains des services et de l'agriculture sont confrontés à plusieurs contraintes. Les services du continent sont le plus souvent non exportables et la valeur ajoutée du secteur reste à améliorer<sup>14</sup>. Quant aux entreprises du secteur agricole, elles souffrent d'une faible capacité de production et font souvent de mauvaises récoltes<sup>15</sup>.

10. Céline Kauffmann (2005). Le financement des PME en Afrique.

11. Grégoire Chertok, Pierre-Alain de Malleray et Philippe Pouletty (2009). Le financement des PME.

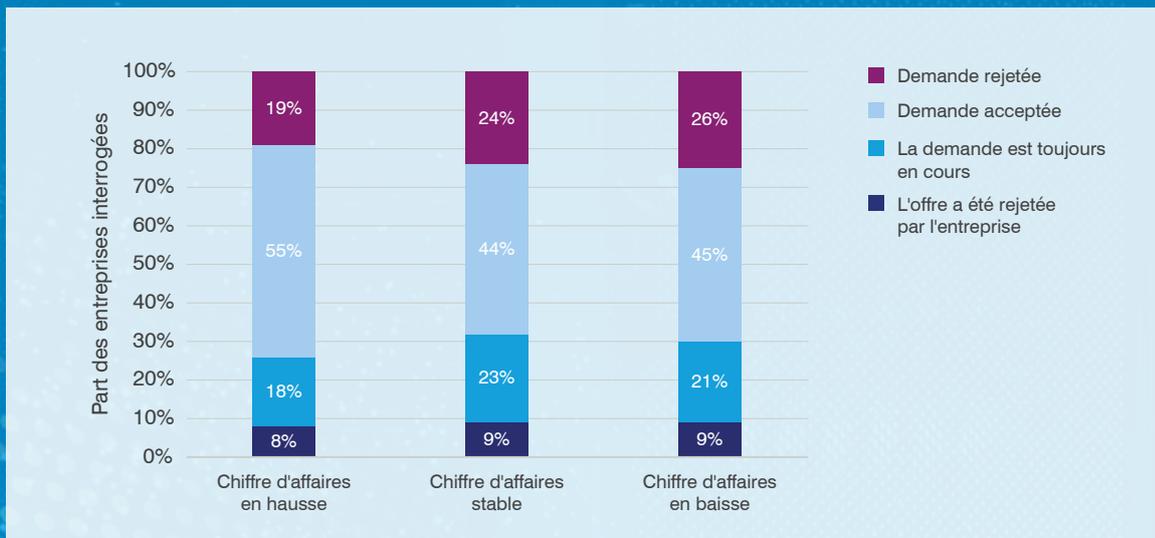
12. Laurent Vassille (1982). Les PME: fragilité financière, forte rentabilité.

13. Lahcen Achy (2012). La contrainte de financement des PME freine la croissance des pays arabes.

14. Centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD) (2016). Exploiter le potentiel du secteur des services en Afrique.

15. Agence française de développement (AFD) (2012). Assurer l'accès à la finance agricole.

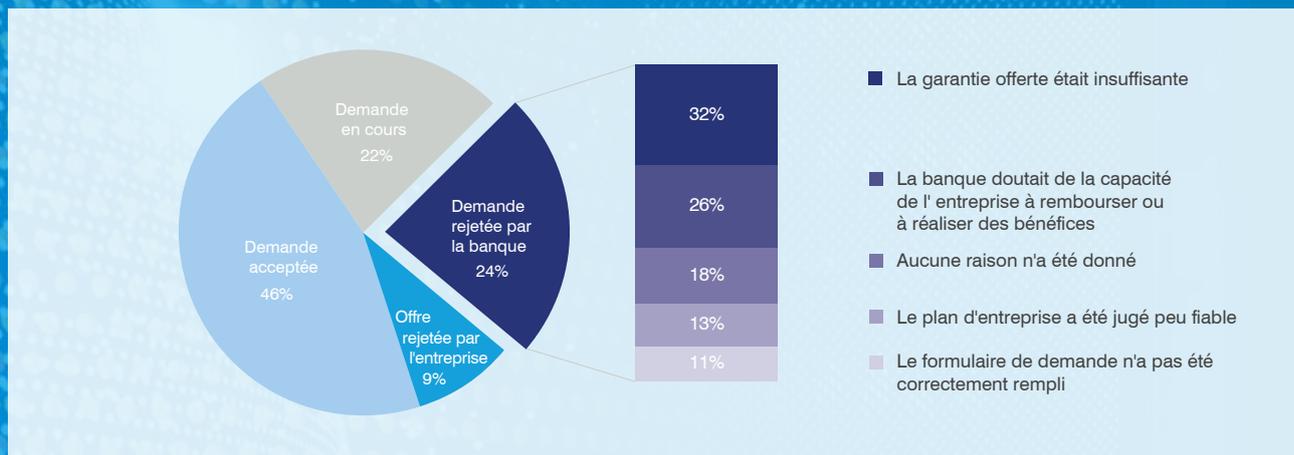
## L'accès au financement favorise la croissance



**Note :** La figure décrit les réponses des entreprises. Les proportions sont calculées sur la base des entreprises dont les chiffres d'affaires sont en hausse, stable et en baisse.

**Source :** Analyse de IITC basée sur les données de l'enquête CPCCAF 2019.

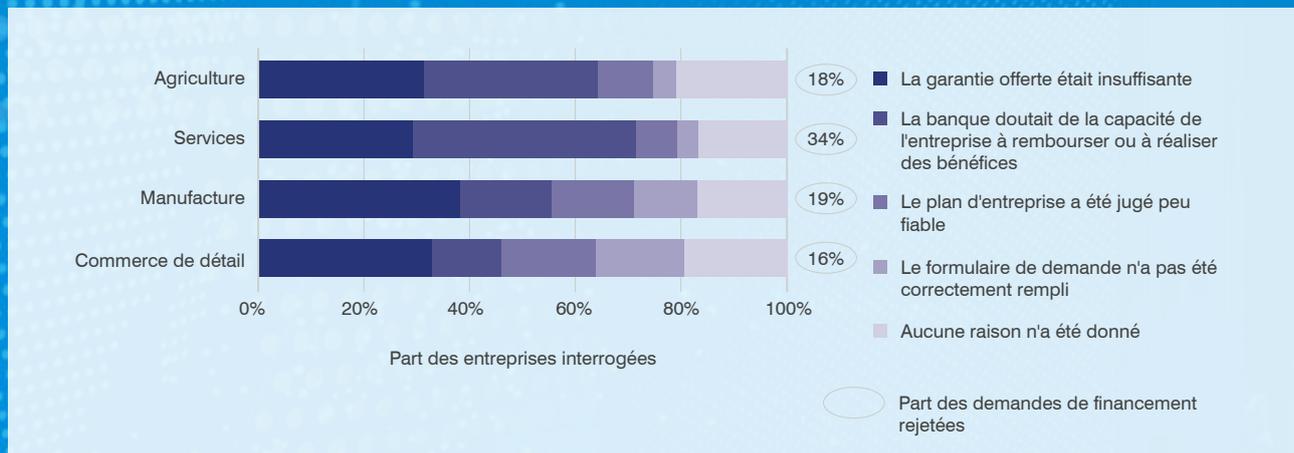
## Une majorité de demandes de prêt rejetées pour manque de garantie ou risque de défaut élevé



**Note :** La figure décrit les réponses des entreprises à la question : « Sur les trois dernières années, dans le cadre de votre activité, avez-vous demandé un financement ? ».

**Source :** Analyse de IITC basée sur les données de l'enquête CPCCAF 2019.

## L'accès au financement est plus limité dans le secteur des services



**Note :** La figure décrit les réponses des entreprises à la question : « Sur les trois dernières années, dans le cadre de votre activité, avez-vous demandé un financement ? », selon le secteur d'activité.

**Source :** Analyse de IITC basée sur les données de l'enquête CPCCAF 2019.



# La formation et les informations financières sont des clés essentielles pour améliorer l'accès au financement des PME

La performance financière et économique des PME dépend de plusieurs facteurs externes, tels que l'appui des institutions ou l'accès aux informations, mais aussi internes, tels que la qualité et fiabilité de leur gestion<sup>16</sup>. La formation aide les PME à s'adapter aux concepts de gestion, aux systèmes de comptabilité, aux technologies de l'information et aux techniques de production les plus récents<sup>17</sup>.

## Les entreprises dont les demandes de financement ont été rejetées ont davantage besoin de formation

Près de quatre dirigeants d'entreprise sur cinq ont affirmé avoir besoin de formation dans le domaine managérial, commercial, de la comptabilité, des ressources humaines, affaires administratives, ou informatique. Une comparaison des besoins en formation des entreprises selon leur accès au financement montre, qu'exceptées les formations dans le domaine des affaires administratives, les entreprises dont les demandes de financement ont été rejetées ont davantage besoin de formation que celles dont les demandes ont été acceptées. Environ 61 % et 50 % des entreprises ayant été recalées par les institutions financières déclarent avoir respectivement besoin de formation dans le domaine managérial et commercial, contre 49 % et 34 % des entreprises dont les demandes de financement ont abouti.

## Le savoir-faire en management est essentiel à une solide réputation des PME

La majorité des PME sont dirigées par leur propriétaire. Ces derniers gèrent généralement tous les dossiers de leur entreprise, dont ceux liés aux finances, marketing, ressources humaines, planification et gestion des opérations<sup>18</sup>. Près de 65 % des entreprises ont affirmé avoir besoin de formation dans le domaine managérial. Une analyse menée sur les raisons du rejet des demandes de financement des entreprises montre que la capacité des entreprises à rembourser ou à générer des profits est liée à la qualité de leur gestion. Près des deux tiers des entreprises dont les demandes de financement ont été rejetées au motif d'une faible capacité de remboursement ou à générer des profits affirment avoir besoin de formation dans le domaine managérial, contre moins de la moitié en considérant les autres raisons.

## Les informations financières favorisent l'accès au financement des entreprises

La recherche de renseignements financiers n'est pas aisée dans les pays en développement. Elle est très souvent disparate, longue et coûteuse<sup>19</sup>.

L'enquête montre que les entreprises dont les demandes ont été rejetées ont davantage besoin d'informations financières (70 %) que celles dont les demandes ont été acceptées (60 %). Le même constat se dégage de l'analyse des données par région. En particulier, 73 % des entreprises non financées en Afrique du Nord déclarent avoir besoin d'informations financières, contre 49 % des entreprises financées.

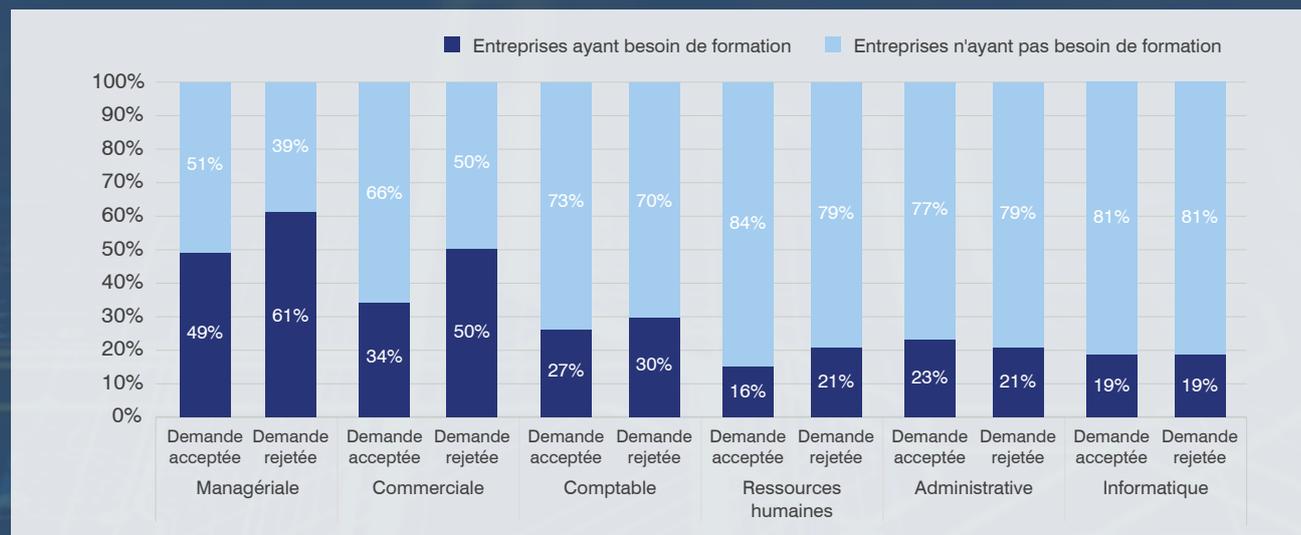
16. Ahmad Z. Yahya, Said Othman, et Abd L. S. Shamsuri (2012). The Impact of Training on Small and Medium Enterprises (SMEs) Performance.

17. Janice Jones (2004). Training and Development, and Business Growth: A Study of Australian Manufacturing Small-Medium Sized Enterprises.»

18. Nerys Fuller-Love (2006). Management Development in Small Firms.

19. Karim Si Lekhal (2012). Le financement des PME en Algérie : difficultés et perspectives.

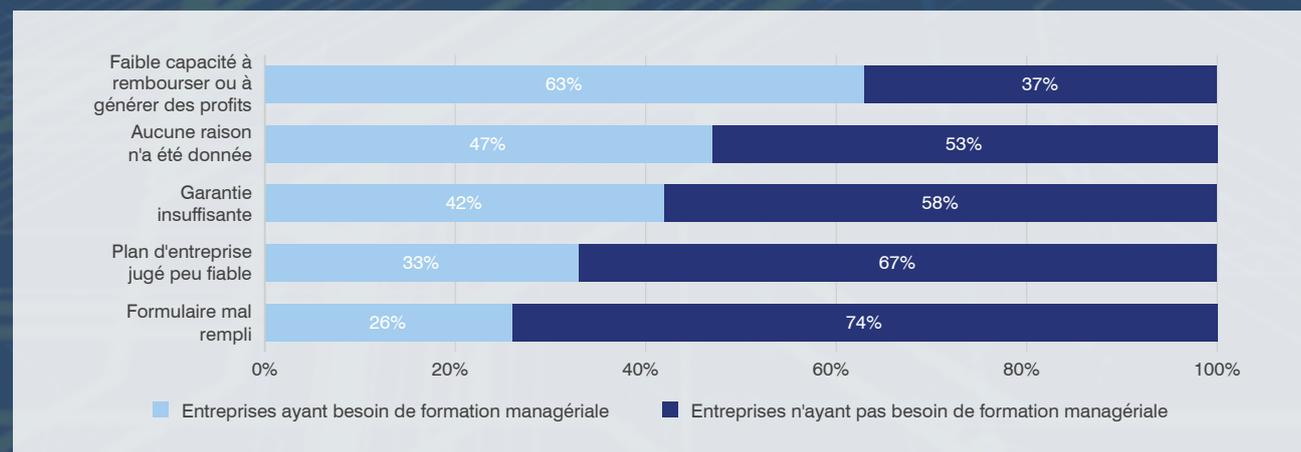
## L'accès limité au financement et les besoins en formations sont liés



**Note :** La figure décrit les réponses des entreprises. Les proportions sont calculées sur la base des entreprises dont les demandes de financement ont été acceptées ou rejetées.

**Source :** Analyse de l'ITC basée sur les données de l'enquête CPCCAF 2019.

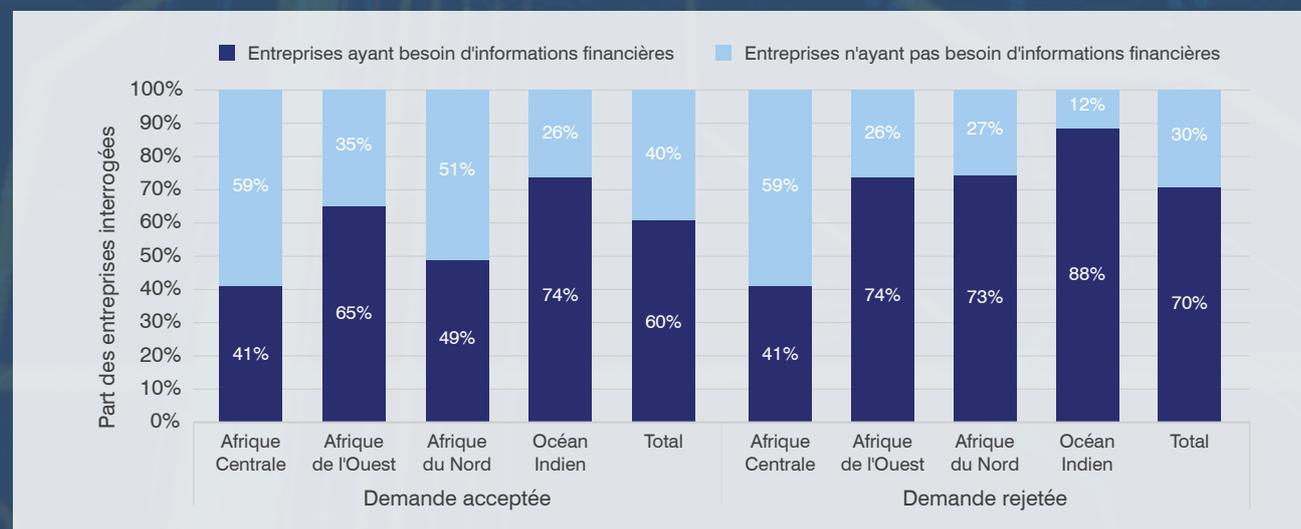
## L'insuffisance de la gestion managériale affaiblit la capacité de remboursement des PME



**Note :** La figure décrit les réponses des entreprises. Les proportions sont calculées sur la base des entreprises dont les demandes de financement ont été rejetées, selon la raison du rejet.

**Source :** Analyse de l'ITC basée sur les données de l'enquête CPCCAF 2019.

## Les informations financières favorisent l'accès au financement des entreprises



**Note :** La figure décrit les réponses des entreprises. Les proportions sont calculées sur la base des entreprises dont les demandes de financement ont été acceptées ou rejetées, selon la région.

**Source :** Analyse de l'ITC basée sur les données de l'enquête CPCCAF 2019.



## Messages clés

Les PME, particulièrement les plus performantes, constituent un atout de taille pour le développement économique et social des pays en développement. Or, la performance des entreprises est fortement liée à leur situation financière. Elle dépend en outre de leur accès au financement qui dépend lui-même de facteurs externes mais aussi internes, tels que leur mode de gestion. Une bonne qualité de gestion est donc impérative pour une entreprise désireuse d'accroître son niveau d'accès au financement. Ceci passe par l'utilisation de pratiques de formation innovantes.

### La croissance économique et la situation financière des entreprises sont liées

- La probabilité d'une croissance du chiffre d'affaires des entreprises augmente avec leur taille. L'enquête montre que les grandes entreprises décroissantes (15 %) représentent proportionnellement moins de la moitié des micro-entreprises décroissantes (34 %).
- Une entreprise interrogée sur trois fait face à une situation financière délicate. Elles représentent près du triple des entreprises ayant une bonne situation financière (13 %).
- La performance économique des entreprises est parallèle à leur situation financière. Deux tiers des entreprises ayant enregistré un chiffre d'affaires en baisse sont dans une mauvaise situation financière et 47 % des entreprises ayant enregistré un chiffre d'affaires en hausse sont dans une bonne situation financière.

### Accès des entreprises d'Afrique francophone au financement

- L'accès au financement impacte la performance économique des entreprises. Plus de 25 % des entreprises décroissantes n'avaient pas vu aboutir leur demande de financement, contre 19 % des entreprises ayant enregistré des chiffres d'affaires en hausse.
- Les rejets des demandes de financement des entreprises sont majoritairement liés à leur insolvabilité. Une entreprise sur trois a affirmé que ceci était lié à des garanties insuffisantes, tandis que 26 % des demandes de financement des entreprises ont été rejetées à cause d'un risque de défaut élevé.
- Les demandes de financement des entreprises du secteur des services sont les plus rejetées (34 %), contre moins de 20 % dans les autres secteurs.

### La formation et les informations financières sont des clés essentielles pour améliorer l'accès au financement des PME

- Les entreprises dont les demandes ont été rejetées sont plus nombreuses à déclarer un besoin de formation dans le domaine managérial (61 %), contre 49 % des entreprises dont les demandes de financement ont été acceptées.
- L'insuffisance du savoir-faire managérial affaiblit la capacité des entreprises à rembourser ou à générer des profits.
- L'accès aux informations financières augmente l'accès au financement des entreprises. Parmi les entreprises non financées, 70 % affirment avoir besoin d'informations financières, contre 60 % des entreprises financées.

## La Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones

---

La Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF) est un réseau de coopération économique pour le développement du secteur privé, des partenariats entre entreprises et des échanges en Afrique francophone. Elle appuie la coopération bilatérale et multilatérale entre les chambres de commerce et d'industrie, d'artisanat et de métiers, et d'agriculture, ainsi qu'avec d'autres organisations de promotion du commerce, dans tous les domaines du développement de l'entrepreneuriat. Forte de près de 50 années d'activités, la CPCCAF dispose d'un réseau couvrant 33 économies, dont 26 pays d'Afrique francophone.

## Le Centre du commerce international

---

Établi en 1964, le Centre du commerce international (ITC) est l'agence conjointe de l'Organisation mondiale du commerce et des Nations Unies. L'ITC est la seule agence de développement des Nations Unies pleinement dédiée à appuyer l'internationalisation des PME. Grâce à ses outils d'accès aux marchés et ses programmes d'assistance technique, l'ITC permet aux PME des économies en développement et en transition d'exploiter les nouvelles opportunités de marché, d'augmenter de ce fait les revenus et créer de l'emploi, notamment pour les femmes, les jeunes et les communautés défavorisées.

**Siège**

Centre du commerce international  
54-56, Rue de Montbrillant  
1202 Genève, Suisse

**Équipe PME Benchmarking**

[www.intracen.org/SMEIntelligence](http://www.intracen.org/SMEIntelligence)

**Adresse postale**

Centre du commerce international  
Palais des Nations  
1211 Genève 10, Suisse

Le Centre du commerce international (ITC) est l'agence conjointe de l'Organisation mondiale du commerce et des Nations Unies.

Les photographies : ©Shutterstock.com